

ACTION URGENTE

LIBÉRATION D'UN PRISONNIER D'OPINION

Le 7 mai, un tribunal a prononcé à l'encontre du journaliste ouzbèke Bobomourod Abdoullaïev une peine non privative de liberté. Il a pu sortir libre de la salle d'audience pour retrouver sa famille, ses amis et ses soutiens.

Le 7 mai, le tribunal municipal de Tachkent a déclaré **Bobomourod Abdoullaïev** coupable de tentative de renversement de l'ordre constitutionnel de la République d'Ouzbékistan et l'a condamné à une peine non privative de liberté. Bobomourod Abdoullaïev devra effectuer 18 mois de « rééducation par le travail » (travaux d'intérêt général) et verser 20 % de son salaire à l'État pendant toute cette période. Le tribunal a abandonné toutes les autres charges retenues contre lui et acquitté ses trois coïnculpés. Lors de sa première interview depuis sa libération, Bobomourod Abdoullaïev a expliqué au site Web d'information indépendant *Ferghana.ru* qu'il ne ferait pas appel de sa condamnation.

Une délégation d'Amnesty International a pu le rencontrer avec son épouse et sa mère à Tachkent le 24 mai. Il a déclaré : « Pendant les sept mois et demi que j'ai passés dans les cachots, j'ai senti le soutien des autres journalistes et militants des droits humains, ainsi que des représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. Cela m'a fait du bien de voir des représentants des ambassades des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne à mon procès. Le fait que je sois libre aujourd'hui est en grande partie dû à ce soutien. Mon cas a montré une nouvelle fois combien la solidarité et l'attention sont importantes pour protéger la liberté d'expression et les droits humains. J'admire votre généreux travail et votre infini courage, chers militants. »

Journaliste indépendant et commentateur sportif, Bobomourod Abdoullaïev a été arrêté le 27 septembre 2017 à Tachkent par des agents du Service de la sécurité nationale (SSN) pour avoir prétendument tenté de renverser l'ordre constitutionnel de la République d'Ouzbékistan. Les agents du SSN lui reprochaient d'avoir écrit des articles séditieux sous pseudonyme. Bobomourod Abdoullaïev a reconnu en mars 2018 qu'il avait utilisé un pseudonyme pour publier des articles critiques, mais il dément être l'auteur de textes appelant à la violence.

Merci à toutes les personnes qui ont envoyé des appels. Aucune action complémentaire n'est requise de la part du réseau Actions urgentes.

Ceci est la quatrième mise à jour de l'AU 232/17. Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/documents/eur62/8175/2018/fr/.

Nom : Bobomourod Abdoullaïev
Homme

Informations complémentaires sur l'AU 232/17, EUR 62/8503/2018, 1^{er} juin 2018

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

